"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"
Karl Marx

L'Aile Rouge

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste*
de Dassault Mérignac et Martignas

Tous ensemble pour mener notre lutte de classe !

Samedi 26, l'acte XI a réuni des dizaines de milliers de manifestants. La mobilisation des Gilets jaunes continue d'imposer ses exigences sans se laisser duper par les manœuvres du pouvoir… dont la mascarade du « grand débat » fait flop. Macron pensait avoir trouvé une diversion, mais chacun sait que rien ne sortira de ce grand « bla-bla » !

Au contraire, malgré la répression brutale qui a fait des dizaines de blessés, de mutilés, le mouvement s'organise, s'approfondit. Des assemblées se réunissent. Bien des manifestants cherchent des convergences.

La journée de grève du 5 février, appelée par la CGT, Solidaires et la FSU, ainsi que par des Gilets jaunes, sera l'occasion d'élargir encore la contestation, par la grève, dans les entreprises et les services publics.

Macron défie le mouvement en annonçant qu'il ne changera rien de plus que les miettes qu'il a été obligé de concéder. Philippe cherche à amuser la galerie avec le 80km/h. Mais pour le reste, ce sera la poursuite des « réformes » (retraite, fonction publique…) pour faire payer aux classes populaires sa politique au service des capitalistes. Et la loi "anti-casseur" (que la droite et Le Pen applaudissent) entend donner tous pouvoirs aux Préfets pour réprimer encore plus violemment et plus largement pour tenter de faire taire !

Mais le capitalisme provoque tous les jours davantage de révolte. Il étale sa brutalité et ses injustices, comme ce rapport d'Oxfam qui montre que les 26 milliardaires les plus riches possèdent autant que la moitié de l'humanité. En France, 8 milliardaires possèdent autant que les 30% les plus pauvres.

Alors pour faire sortir les milliards des coffres des multinationales, de la finance, du patronat, pour qu'ils servent aux salaires, pensions et minima sociaux, à embaucher, à des services publics dignes de ce nom, il s'agit d'unir nos forces, travailleur.se.s, chômeur.se.s, jeunes et retraité.e.s de toutes origines.

Débattons de nos luttes, de nos perspectives contre le capitalisme

Le mouvement est un encouragement pour nous tous, qui nous battons « *contre Macron et son monde* ».

Au sein des gilets jaunes, parmi les travailleurs, un vrai débat se mène, sur les revendications, l'affrontement avec le pouvoir, les perspectives de la lutte, la question de la grève, l'extension du mouvement sur nos lieux de travail, l'absence des directions syndicales qui refusent de s'engager dans le combat au nom du « dialogue social ».

La mobilisation fait la démonstration que les travailleuses et travailleurs sont capables de s'organiser par eux-mêmes, de faire vivre solidarité et entraide, la démocratie de « ceux d'en-bas ». Tout peut changer très vite au travers de la lutte collective qui permet de prendre confiance, d'affirmer la fierté de prendre en main sa vie, son avenir, celui de notre classe.

La détermination du mouvement a tout bousculé, créé une situation nouvelle, politisé toute la société qui débat des questions clés : l'appropriation des richesses, le pouvoir politique, quelle démocratie ?

C'est bien cela faire de la politique en tant que travailleurs, chômeurs, retraités, précaires, toutes et tous ceux qui font tourner la société. Et cela n'a rien à voir avec les calculs des politiciens qui voudraient étouffer notre révolte dans les urnes. C'est aux antipodes de l'extrême droite qui tente d'instrumentaliser le mouvement des gilets jaunes pour dévoyer la colère sur le terrain du chauvinisme et du nationalisme.

Il s'agit d'aller au bout de notre lutte, en toute indépendance des politiciens et des institutions, affirmer nos intérêts de travailleurs contre le capitalisme, poser la perspective d'un pouvoir démocratique des travailleurs qui imposera les intérêts des classes populaires contre la finance et le grand patronat.

Mercredi 30 janvier 2019

Imprimerie spéciale / ne pas jeter sur la voie publique

NAO, alerte jaune ?

Si l'inflation n'était pas déjà prévue à 1,6% on serait presque agréablement surpris de la proposition à 1,4% d'AG qui ouvre ces NAO 2019.
Selon le scénario habituel et écrit d'avance on pourrait finir à 1,8% d'augmentation et voir l'inflation nous rattraper encore plus vite que prévu.
Alors que les profits augmentent, que les actionnaires engrangent des dividendes toujours plus importants, que les carnets de commande sont pleins, ce n'est pas des miettes que nous sommes en droit de demander, c'est 300 euros de plus par mois !

Ça « ruisselle »… vers les riches

Les 40 plus grands groupes français ont versé 57,4 milliards à leurs actionnaires en 2018 : + 12,8 % par rapport à l'an dernier, mais surtout + 62 % par rapport à 2009… les actionnaires se frottent les mains. Total, qui a bien profité des augmentations du prix du pétrole, arrive en tête en versant à lui seul 10 milliards de dividendes !
Du coup, les « experts » se sont succédés sur les plateaux télé pour nous expliquer que c'est une bonne nouvelle pour nous, pour « l'économie »… A les entendre, toutes ces richesses ne peuvent que « ruisseler » sur notre pouvoir d'achat.
Mensonges, ces profits viennent directement des mesures d'austérité, des salaires gelés, de la précarité, des temps partiels, des pensions à reculons… D'après l'INSEE, le niveau de vie des 40 % de français les moins riches a diminué entre 2008 et 2016.

Un repreneur pour Ford Aquitaine Industrie ….

Punch, un sous-traitant de l'automobile postule à la reprise de l'usine Ford, parce qu'une reprise, c'est une bonne affaire : l'argent arriverait de la part de la Ford Motor Company et de l'Etat et cela pour peu d'investissement. Le patron de cette entreprise Guido Dumarey est surnommé le Bernard Tapie belge, et il n'en est pas à son coup d'essai. Il y a la façade, l'ancienne usine de General Motor à Strasbourg : les emplois y ont été maintenus. Mais à côté il y a aussi deux entreprises dont les salariés ont payé les fausses promesses de lendemains meilleurs au prix fort : la fermeture et les licenciements qui vont avec. Punch se trouve être en prise judiciaire avec les collectivités locales qui demandent le remboursement des aides publiques qui lui ont été versées dans le cadre de ces reprises.

Les salariés de Ford, eux, devraient déjà revoir leurs salaires à la baisse et leurs conditions de travail seraient aggravées par la perte de jours de RTT, par l'annualisation du temps de travail sur trois ans, et le gel des salaires durant les trois premières années de la reprise, si reprise il y a.

Il n'y a pas de miracle dans l'économie d'aujourd'hui, les plus riches font leurs profits sur le travail de l'immense majorité des salariés et de l'ensemble de la population. Nous avons tout intérêt à nous défendre contre leurs appétits et lutter pour un autre modèle de société basé sur la solidarité, le partage du travail entre tous et une meilleure répartition des richesses.

La seule réponse du gouvernement au mouvement des GJ : la répression et la violence

Chaque samedi une répression violente s'abat sur les gilets jaunes qui manifestent dans les grandes villes.
Des manifestant.e.s sont gravement blessé.e.s.
Les chiffres sont impressionnants : mi-janvier c'était près de 3000 blessés dont plusieurs centaines grièvement. 18 personnes éborgnées par tirs de LDB40 à hauteur de tête, 5 mains arrachées par des grenades de désencerclement dont 2 à Bordeaux (des grenades explosives GLI-F4 interdites ailleurs en Europe). A Bordeaux durant l'acte IX, il y a eu le cas d'Olivier, sapeur-pompier volontaire, qui après avoir reçu un tir de LDB à la tête a été placé dans un coma artificiel. Durant l'acte XI à Paris c'est une des figures les plus connues des GJ, Jérôme Rodriguez qui a été touché à l'œil alors qu'il ne faisait que filmer. Jamais depuis 68, on n'a vu une telle violence du pouvoir.
Et une telle répression : plus 5600 gardes à vue et plus de 300 incarcérations. Une des plus connues est celle de Christophe Dettinger, le manifestant boxeur emprisonné en attendant son procès le 13 février.
Mais le gouvernement ne compte pas s'arrêter là : il se dépêche de faire une « nouvelle » loi pour procéder à des interdictions de manifester et criminaliser toute participation à une manifestation non déclarée, même si manifester est un droit constitutionnel.
Ces mesures ne peuvent qu'amplifier la révolte et la détermination de ceux qui manifestent pour plus de justice sociale.

« Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là on n'en veut pas »

Les étudiants sont mobilisés depuis la mi-novembre à l'annonce de l'augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers pour la rentrée 2019, soit 2770€ par an pour les « hors Europe » ! Sans compter les autres frais engendrés par les études et la difficulté toujours plus grande d'être logé dans une métropole toujours plus chère : la politique du gouvernement c'est Exit définitivement les pauvres ! Car après les étrangers, c'est évidemment les étudiants des milieux les plus populaires qui seront dégagés des facs après le 1er écrémage de Parcoursup.
Les jeunes les plus révoltés sont intervenus dans les amphis, des assemblées générales se sont tenues et ce sont des revendications plus larges qui ont commencé à s'exprimer avec des interventions de profs, de travailleuse, de lycéens dont la révolte a été réprimée violemment rive droite; s'est discutée pour eux la nécessité de faire le lien avec le mouvement des GJ.
Depuis plusieurs samedis à Bordeaux, le cortège étudiant est donc présent dans la manif des GJ avec une banderole « *Français-es, étranger-e-s, mêmes études, mêmes droits ! Contre la vie chère* » et leurs slogans comme « *Gilets jaunes, Etudiants, même Macron même combat !* ». Il est devenu le point de rassemblement de ceux qui veulent défendre nos intérêts de classe et internationalistes.